

## BURUNDI

*Situé au sud de l'Equateur le Burundi se trouve au centre de la région des grands lacs d'Afrique. Il s'étend sur une superficie de 27.834 km<sup>2</sup>, et d'après une évaluation faite en 1967, il a une population de 3.406.000 habitants. Il faisait autrefois partie du Ruanda-Urundi et son administration fiduciaire avait été confiée à la Belgique; depuis le 1er juillet 1962 cet état est devenu indépendant. C'est l'un des pays ayant une des plus fortes densités de population en Afrique (123 habitants par km<sup>2</sup>). Ses ressources agricoles sont importantes (café, coton et fruits tropicaux).*

### ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

En 1952 il a été constitué une union monétaire entre les Etats du Ruanda-Urundi et du Congo Belge sous la direction de la Banque centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, dont la mission était d'émettre une monnaie commune à ces territoires. Cette Banque a mis fin à ses activités le 4 août 1961 lorsque fut fondée la Banque nationale du Congo ainsi que la Banque d'émission du Ruanda et du Burundi.

L'union monétaire entre ces deux derniers Etats prit fin le 18 mai 1964, lorsque leurs gouvernements respectifs décidèrent de diviser la Banque d'émission du Ruanda et du Burundi en

deux institutions distinctes: la Banque nationale du Ruanda et la Banque du Royaume du Burundi laquelle, à la suite de mutations dans l'organisation politique du Pays fut désignée, le 28 novembre 1966, comme Banque de la République du Burundi.

#### ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

Le capital nominal de la Banque de la République du Burundi (soit 30 milliards de francs Burundi) a été entièrement souscrit par l'Etat; en outre le droit de désigner les principaux dirigeants de la Banque a été déferé à ce dernier.

Un Président, un Conseil de Régence et un Comité de Direction constituent les organes de direction de la Banque.

Le Conseil de Régence est habilité à définir la politique monétaire et du crédit de la Banque. Le Conseil de Régence comporte, outre le Président et les membres du Comité de Direction, quatre membres nommés par le Chef de l'Etat, sur proposition, respectivement, du Ministre des Finances, du Ministre de l'Agriculture, des Chambres de Commerce et de l'Industrie, de l'Association bancaire.

Le Comité de Direction est investi des pouvoirs les plus étendus d'administration, de disposition et de gestion des affaires de la banque. Ce Comité est composé du Président de la Banque qui, obligatoirement, en assume la présidence, et de deux Administrateurs désignés par le Chef de l'Etat sur la proposition du Conseil des Ministres.

Le contrôle formel de la gestion de cette Banque est, en outre, assuré par deux Commissaires aux Comptes nommés par le Ministre des Finances, chargés de vérifier les comptes de la banque et de certifier le bilan annuel de celle-ci.

## RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

Le Statut de la Banque règle l'activité de la Banque centrale du Burundi qui doit poursuivre les objectifs ci-après: 1) mise en oeuvre de la politique monétaire et de celle du crédit en vue de parvenir à la stabilité de la monnaie et à une expansion économique équilibrée du Pays; 2) coopération avec la politique financière de l'Etat.

La Banque centrale du Burundi est le seul institut ayant le droit de battre monnaie ayant cours légal dans le Pays. En 1965 cette banque commença, en effet, l'émission d'une monnaie nationale: le Franc-Burundi qui a remplacé le Franc Ruanda-Burundi émis précédemment par la Banque d'émission du Ruanda et du Burundi. Ont également été déferés à cette Banque l'administration et la centralisation des réserves en devises du Pays, le contrôle des changes et le monopole des opérations sur l'or et l'argent.

## RAPPORTS ENTRE LA BANQUE CENTRALE ET L'ETAT

Aux termes d'une convention entre le Gouvernement et le Comité de Direction de la Banque centrale, cette dernière remplit les fonctions de banquier de l'Etat.

En premier lieu cette Banque est, en effet, chargée de la gestion, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, d'une grande partie des opérations de caisse ou de crédit reliées au budget de l'Etat. Dans les centres où les services de la Banque centrale font défaut, les comptes et les opérations de l'Etat sont administrés par les banques commerciales qui, dans ce cas, opèrent comme des filiales de la Banque centrale.

En second lieu, la Banque centrale collabore à obtenir l'équilibre financier du Trésor à l'aide de financements directs et d'in-

terventions ayant pour objet d'assurer le placement et le soutien des obligations de la Dette Publique, en particulier des bons du Trésor Public.

Les prêts directs que la Banque centrale est autorisée à accorder à l'Etat sont assujettis à une série de conditions en ce qui concerne le terme des remboursements. Il ne peut s'agir dans ce cas que d'opérations destinées à faire face à des exigences de caisse temporaires. Les termes de ces financements et le taux d'intérêt font l'objet d'un accord stipulé entre le Ministre des Finances et la Banque centrale au début de chaque exercice financier. Le taux d'intérêt ne peut, cependant, être inférieur à 3% et le montant de la dette du Trésor ne peut, en aucun cas, excéder un total de 50% des recettes de l'Etat, après déduction des aides obtenues de Pays étrangers et des prêts étrangers et nationaux. Cette limite pourrait être dépassée si des conditions d'urgente nécessité bien déterminées survenaient. Il est d'ailleurs obligatoire que les crédits supplémentaires soient approuvés par le Conseil des Ministres, ratifiés par l'organe législatif et que soit publiée dans le Bulletin Officiel du Burundi la délibération faite à leur sujet.

La Banque centrale est, en outre, autorisée à l'achat de Bons du Trésor lorsque leur échéance est de moins de douze mois, ou elle peut les accepter à titre de caution pour les prêts consentis au Trésor lui-même.

#### POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

La défense de la stabilité monétaire et la formation d'un marché du crédit efficient constituent les objectifs principaux de la politique monétaire de la Banque centrale du Burundi. Les instruments de contrôle du crédit mis à la disposition de la Banque centrale sont: la manoeuvre du taux officiel de l'escompte et la détermi-

nation des plafonds du réescompte, la variation des coefficients et la composition qualitative des réserves obligatoires en liquidité, le contrôle de la destination du crédit consenti par les banques commerciales et la possibilité d'exiger des dépôts sur les importations à l'avance.

Les effets pouvant être acceptés au réescompte doivent être de nature commerciale et leur terme doit être inférieur à 180 jours. Les effets concernant le financement des activités agricoles doivent avoir un terme inférieur à 270 jours.

La Banque centrale peut, enfin, accorder la mobilisation de prêts à moyen terme (de 2 à 5 ans) consentis pour des investissements dans les secteurs de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et du bâtiment, à concurrence de 80% de leur montant.

## LE SYSTÈME BANCAIRE

Le système bancaire du Burundi comprend: des banques commerciales, une caisse d'épargne et, en ce qui concerne le financement à moyen et à long terme, une banque de développement appelée Banque nationale pour le développement économique. L'administration des Postes exerce également des activités bancaires dans sa section spéciale, dénommée Office des Chèques Postaux.

Les banques commerciales acceptent les dépôts en compte courant et ceux d'épargne, à vue et à terme. La collecte de ces derniers constitue l'activité prédominante des Caisses d'épargne. Les opérations d'emploi des banques commerciales ne peuvent avoir que des échéances à court terme et doivent être effectuées principalement sous forme d'ouverture de crédit en compte courant, d'escompte et d'avances.

La Caisse d'épargne du Burundi a été fondée en 1964 au moyen de la transformation de la Caisse d'épargne du Congo Belge

et du Ruanda-Urundi. Son siège social est situé à Bujumbura, elle dispose de 2 filiales et d'un réseau de guichets de correspondants qui sont surtout les bureaux de poste. Cette Caisse, garantie par l'Etat, est autorisée à recueillir des dépôts d'épargne, rémunérés à raison de 3 %, ou à accepter des dépôts à vue ou à terme dont le remboursement nécessite un préavis de 3 ou 12 mois.

La Banque nationale pour le développement économique a été créée avec l'aide des pouvoirs publics le 8 décembre 1966. Elle a pour but l'octroi de financements à moyen et à long terme, à des taux particulièrement compétitifs, en faveur des établissements opérant dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du bâtiment et du petit commerce.

#### DISCIPLINE DES ACTIVITÉS BANCAIRES

Le statut de la Banque centrale du Burundi confère à cette dernière le droit de réglementer quantitativement et qualitativement les réserves en liquidité des banques commerciales. Ces dernières sont donc obligées de conserver à terme dans les caisses de la Banque centrale des sommes dont le montant ne peut excéder 20 % de leurs propres dépôts. La Banque centrale conserve cependant la faculté de fixer des coefficients distincts pour les dépôts en comptes courants et ceux d'épargne. Les banques sont également obligées de faire connaître périodiquement aux organes de surveillance de la Banque centrale le montant de leurs bilans et leur situation de liquidité.

## CAMEROUN

*Une grande partie du Cameroun est située en Afrique centrale; ce pays occupe au nord une très faible étendue de l'Afrique sahélienne, baignée par le lac Tchad, tandis qu'au Sud il s'étend sur une partie de la côte du golfe de Guinée. Sa superficie est de 470.200 km<sup>2</sup> et, d'après une évaluation de 1968, sa population est de 5.562.000 habitants. Il est devenu indépendant de l'administration fiduciaire de la France le 1er janvier 1960; à la suite d'un référendum il a englobé en 1961 le Cameroun méridional qui était alors sous mandat britannique. L'agriculture y prédomine, toutefois le Pays est assez bien équipé au point de vue industriel; Douala (ville de 250.000 habitants) est le centre le plus développé des industries manufacturières.*

### ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

A la suite d'un accord contractuel, stipulé volontairement et librement entre la République Française et les Pays francophones de l'Afrique, a été créée la zone monétaire du franc de la Communauté financière africaine. Elle se compose de deux unions monétaires qui, respectivement, sont placées sous la direction de deux banques centrales. L'Union monétaire d'Afrique équatoriale et du Cameroun a pour institut d'émission commun: la Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun (B.C.E.A.E.C.),

tandis que l'Union monétaire de l'Afrique occidentale est dirigée par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (1).

En 1960, dès qu'ils eurent obtenu leur indépendance, les cinq Pays d'Afrique centrale: Tchad, Congo Brazzaville, Gabon, République Centrafricaine et Cameroun, ont formé, avec la coopération de la France, la B.C.E.A.E.C., établissement public international ayant le privilège d'émission de la monnaie légale pour cette zone. C'est ainsi qu'est née une région monétaire susceptible de faciliter ensuite la constitution d'une union douanière. Aux termes de ces accords, il a été convenu que la Banque centrale aurait un siège social dans la capitale de chacun des Etats membres, tandis que les Services administratifs centraux furent installés à Paris. Par la suite, des agences de la Banque centrale furent ouvertes dans les centres les plus importants du Cameroun, du Gabon, et du Congo.

#### ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

Le capital de la Banque centrale appartient aux Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun. En échange de la garantie qu'il accorde à la monnaie émise par la Banque centrale (c'est-à-dire la libre convertibilité de celle-ci avec le franc français) le Trésor français obtint que, des seize composants du conseil d'administration de la Banque, huit soient des représentants de la Banque de France tandis que la répartition des autres serait la suivante: quatre administrateurs pour le Cameroun; un pour le Congo; un pour la République Centrafricaine, un pour le Gabon, et un pour le Tchad.

---

(1) Créée par le traité du 12 mai 1962, l'Union monétaire de l'Afrique occidentale est entrée en vigueur le 1er novembre 1962. Les Etats membres de cette Union sont: la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Haute Volta, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo. Ce dernier est devenu membre de l'Union le 27 novembre 1963.

La compétence du Conseil d'administration s'étend à la détermination des lignes générales de la gestion de la Banque et à celle de l'orientation de la politique monétaire et de celle du crédit. Pour chaque Pays il a été créé, en outre, des Comités monétaires chargés des opérations courantes et disposant de pouvoirs spécifiques en matière de contrôle et de distribution du crédit.

Le Comité monétaire du Cameroun est composé de huit membres, dont cinq représentent cet Etat, et trois, la Banque de France. Dans les quatre autres Etats au contraire le Comité monétaire comprend deux représentants du Pays et deux de la Banque de France. Toutes les réunions tenues par les Comités sont présidées par le Président du Conseil d'Administration de la Banque.

#### RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

Les objectifs poursuivis par la B.C.E.A.E.C. sont les suivants: émission de la monnaie légale et contrôle des changes; collaboration à la réalisation de la politique financière de l'Etat; contrôle du crédit.

La monnaie émise par la Banque est le franc de la Communauté qui vaut 0,02 francs français et ceux-ci correspondent depuis la dévaluation du 8 août 1969 à 0,0032 grammes d'or fin. Sa parité avec le franc français est fixe, elle résulte d'accords intervenus entre les Etats de la zone d'émission et la France. A l'intérieur, la convertibilité de cette monnaie est totale. En effet, par suite des accords de coopération — principalement représentés par des comptes d'opération ouverts au nom de la Banque centrale auprès du Trésor français — la conversion s'effectue automatiquement entre les monnaies émises dans les divers Etats de l'Union monétaire et le franc français. Tous les mouvements financiers entre la zone d'émission et les autres Pays de la zone franc se trouvent

donc enregistrés par ces comptes d'opération. Ils sont crédités du montant des transferts vers la zone d'émission, et débités des transferts en provenance de celle-ci.

Les transferts de la zone d'émission aux Pays hors de la zone franc sont effectués par les services administratifs de la Banque centrale à Paris, et les achats et ventes de devises ont lieu sur ce marché.

#### RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ÉTAT

Un compte est ouvert dans chacun des sièges de la Banque centrale au nom du Trésor de l'Etat où ce siège est établi. Chacun des Etats verse à ce compte les excédents de caisse et, si besoin est, obtient de la Banque des financements dont l'échéance est à 240 jours. En outre, la Banque centrale contribue indirectement à l'exécution de la politique financière du Trésor Public en admettant au réescompte les obligations à court terme émises par ce dernier.

#### CONTRÔLE DU CRÉDIT

Dans presque tous les Etats d'Afrique Centrale l'évolution de l'économie est saisonnière. La circulation des billets et des monnaies divisionnaires qui constituent encore la partie principale de la circulation monétaire, est en corrélation avec le cours des négociations des produits d'exportation les plus importants. Billets et monnaies sont mis en circulation par la Banque au début de la campagne de commercialisation (dans les derniers mois de l'année) et y reviennent à partir du mois de mars. Cette augmentation saisonnière de la masse circulante peut atteindre 25%, tandis que la moyenne annuelle de cette augmentation est de 9% environ.

Les instruments de contrôle du crédit dont la Banque centrale dispose sont représentés par la manoeuvre du taux officiel de l'escompte, la fixation du plafond maximum de réescompte et les directives psychologiques sous forme de persuasion. Si, en principe, la Banque centrale est habilitée à l'octroi de financements directs aux entreprises privées, les demandes de crédit sont cependant présentées par l'intermédiaire des banques commerciales et des banques de développement nationales. La Banque centrale peut effectuer des opérations de financement à court et à moyen terme. Les opérations à court terme comprennent la commercialisation et l'exportation de produits agricoles déterminés, les crédits à l'importation et ceux accordés pour la distribution de certains produits ou matières premières. Le taux pratiqué pour ce type d'opérations varie de 3,50 à 4,50 pour cent.

En ce qui concerne les crédits à moyen terme, le Conseil d'administration de la Banque centrale en a fixé le plafond à 7,5 milliards de francs de la Communauté. Il a été prévu, en outre, que les financements ainsi accordés devront être utilisés en vue de renforcer le potentiel de structures déterminées de la production, ou pour développer les activités du bâtiment. Le taux appliqué pour ce type d'opérations est de 3,50 pour cent.

En vue d'améliorer l'efficience des systèmes bancaires des Etats faisant partie de l'Union monétaire, une chambre de compensation et une Centrale des Risques ont été créées dans chacun des sièges sociaux de la Banque. Par conséquent toutes les banques sont tenues de déclarer à la Banque centrale, à la fin de chaque mois, le montant des concours consentis à tout client ayant obtenu une avance excédant un montant de 2 millions de francs de la Communauté. Les prêts à moyen et long terme sont déclarés si leur montant excède 10 millions de francs.

## LE SYSTÈME BANCAIRE

Le système bancaire du Cameroun comprend des banques commerciales et, en ce qui concerne le crédit à moyen et long terme: d'une banque de développement: la Banque camerounaise de développement.

En 1962-1963, les filiales des grandes banques françaises ont été transformées en banques soumises au droit local. Ce processus a provoqué des mutations en ce qui concerne la participation au capital des banques en question. En effet, sont intervenus dans la création des nouvelles banques: soit le gouvernement local, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de la banque de développement, soit les établissements de crédit français déjà existants, soit encore les banques des Etats-Unis, d'Allemagne, de Suisse et d'Italie.

Les banques commerciales acceptent des dépôts en compte courant, ainsi que des dépôts d'épargne à vue et à terme. Un dépôt de 50.000 francs de la Communauté est le montant minimum exigé pour l'ouverture d'un compte.

La majeure partie des prêts consentis par les banques commerciales (90% environ) sont à court terme et s'effectuent principalement sous la forme d'ouverture de crédit en compte courant, d'escompte et d'avance contre la garantie de documents représentatifs des marchandises exportées.

La Banque Camerounaise de développement a été fondée en 1961. Son capital social, soit 1 milliard de francs de la Communauté, a été souscrit par le gouvernement du Cameroun (à raison de 75,5%), par la Caisse centrale de coopération économique (à raison de 15,5%), par la Banque centrale (8%) et par une banque allemande (1%).

La Banque Camerounaise de développement a pour mission de contribuer, du point de vue financier et technique, à la réalisation de tout projet et initiative susceptibles de promouvoir et d'accélérer le développement économique du Pays. Dans ce but la banque est autorisée à effectuer des opérations pour son propre compte et pour celui de l'Etat. Elle agit pour son compte et à ses risques en accordant des crédits à court, moyen et long terme aux entreprises publiques et privées, en vue de financer des opérations destinées à l'expansion de l'industrie, de l'agriculture, du commerce et de l'artisanat. Les opérations pour le compte de l'Etat consistent en consultations de caractère technique sur les projets gouvernementaux d'expansion et en administration des participations financières de l'Etat.

La Banque camerounaise est habilitée à collecter des fonds parmi les épargnants du pays ainsi qu'à faire des emprunts à l'étranger.

En ce qui concerne la collecte à l'intérieur du pays, la Banque procède à l'émission de bons d'équipement, ce sont des titres spéciaux remboursables au bout de deux ans et dont le taux d'intérêt est de 3%. Ces titres sont obligatoirement souscrits dans la mesure de 10% du montant de leurs dépôts par les compagnies d'assurance et les banques commerciales. Les bons d'équipement peuvent être escomptés auprès de la Banque centrale 180 jours avant leur échéance.

Les taux actifs pratiqués par la banque de développement varient de 3 à 7% suivant la nature des opérations. Le taux appliqué pour des crédits à long terme en faveur des entreprises agricoles n'excède pas habituellement 5 pour cent.

La Banque centrale a, en outre, accordé des facilités à la Banque de développement, entre autres: un plafond spécial pour la mobilisation des opérations à court terme, et un taux de rées-

compte inférieur d'un point à celui appliqué aux banques commerciales pour les opérations à moyen terme.

On trouve, également, au Cameroun, certains instituts financiers publics et privés. Les premiers sont représentés par la Société nationale d'investissement et par la *West Cameroon development agency* qui gèrent et prennent des participations pour le compte de l'Etat dans de nouvelles initiatives de production, le premier au Cameroun oriental et le second au Cameroun occidental. Plus de la moitié des interventions de ces deux instituts est destinée au secteur industriel.

La société camerounaise de crédit automobile et la société camerounaise d'équipement sont, elles, des instituts financiers privés spécialisés, l'une dans le financement des ventes d'automobiles à tempérament et l'autre dans celui des biens de consommation durables.

#### ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DES BANQUES COMMERCIALES

Lorsque le Cameroun eut obtenu son indépendance politique les filiales des grandes banques françaises dans ce pays commencèrent à se transformer en banques soumises au droit local avec la participation de l'Etat et des autres banques européennes et américaines (E.U.). Ce fut le cas des filiales de la Société Générale, de la Banque nationale de Paris et du Crédit Lyonnais.

La Société générale a d'abord créé des filiales en 1913, en Algérie, ensuite elle en fonda dans les autres Pays d'Afrique du Nord. En 1941 elle commença ses activités au Cameroun et dans les autres Pays de l'Afrique équatoriale et de l'Afrique occidentale française. Au Cameroun, sa filiale a été transformée en 1963 en Société générale de banques au Cameroun, avec un capital de 400 millions de francs de la Communauté, auquel sa participation s'éle-

vait à 51%. D'autres banques participèrent à la constitution de cette nouvelle société, parmi celles-ci la Banque camerounaise de développement (à raison de 10%), la *Banca nazionale del lavoro* (10%), la *Bankers International Corporation* (10%), la *Bayrische Vereinsbank* (5%), le Crédit Suisse (5%), la Banque de l'Indochine (3%), la Banque de l'Union parisienne (3%) et le Crédit industriel et commercial (3%).

La Banque nationale pour le commerce et l'industrie, fondée en 1932, est devenue en 1966 la Banque nationale de Paris (dans sa forme actuelle): dans tous les pays francophones d'Afrique elle était représentée directement ou par ses propres filiales de: B.N.C.I. - Afrique et B.N.C.I. - Océan Indien. La filiale du Cameroun fut transformée en 1962 et devint la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Cameroun, au capital social de 380 millions de francs de la Communauté. A sa création ont participé: la Banque camerounaise de développement (à raison de 19,74% du capital social), la Société financière pour les Pays d'outremer (51%), la *Barclays Bank* (21,05%) et l'actuelle Banque nationale de Paris (8,21%).

La filiale du Crédit Lyonnais au Cameroun a subi des transformations analogues. Elle a été reconstituée en 1961 sous le nom de Société camerounaise de banque avec un capital social de 400 millions de francs de la Communauté. Ont participé à sa fondation: l'Etat (à concurrence de 35% du capital social), la Banque camerounaise de développement (25%), le Crédit Lyonnais (25%), la *Banca commerciale Italiana* (5%), la *Deutsche Bank* (5%) et la *Morgan Guaranty International Banking Corporation* (5%).

Les banques commerciales opérant encore sont: la *Standard Bank of West Africa*, la *Cameroon Bank Ltd.*, et la Banque Internationale pour l'Afrique occidentale.

La *Cameroon Bank Ltd.* a son siège le plus important à Victoria et son capital social de 305 millions de francs C.F.A. a été souscrit par la *West Cameroon Development Agency* et la *Central Cooperative Finance and Savings Society*.

La Banque internationale pour l'Afrique occidentale fut créée le 1er avril 1965 lorsque la Banque de l'Afrique occidentale a été transformée. Son capital social de 60 millions de francs C.F.A. est réparti entre la Compagnie financière franco-africaine (à raison de 51%) et la *First National City Bank of New York* (49%). Le capital de la Compagnie financière franco-africaine est, à son tour, détenu par un groupe de banques françaises à raison de 40% et d'actionnaires privés. Cette Banque exerce ses activités dans les quatre autres Pays membres de l'Union monétaire d'Afrique équatoriale et dans ceux de l'Union monétaire d'Afrique occidentale.

## CONGO BRAZZAVILLE

*Le Congo Brazzaville est une ancienne colonie française située en Afrique équatoriale sur la rive droite du fleuve Congo. Il donne sur l'Océan Atlantique sur une longueur d'environ cent kilomètres tandis que l'intérieur du pays est formé par un vaste haut plateau qui couvre les trois cinquièmes de son territoire. Sa superficie est de 342.000 km<sup>2</sup> et, en juin 1968, sa population a été évaluée à 870.000 habitants. Il est indépendant depuis le 17 août 1960. La moitié nord du Pays est couverte de forêts à régime pluvial. Les bois précieux, les arachides et les diamants sont ses principales exportations.*

### SYSTÈME BANCAIRE

Le Congo Brazzaville fait partie de l'Union monétaire de l'Afrique équatoriale dirigée par la Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun. En ce qui concerne le rôle et la structure de cette banque se référer à ce que l'on a dit à propos du Cameroun (1).

Le système bancaire du Congo comprend des banques commerciales et une banque de développement: la Banque nationale du développement du Congo.

---

(1) Voir le chapitre sur le Cameroun.

En 1963, les filiales des grandes banques françaises ont été transformées en banques de droit local. Ce processus a eu pour effet de provoquer des mutations dans la participation au capital de ces banques. La Société générale est devenue la Société générale de banques au Congo avec un capital de 200 millions de francs C.F.A. Ont participé à la constitution de ce capital l'Etat congolais (10%), la Société générale (à raison de 51%), la *Bankers International Corporation* (10%), la *Banca nazionale del lavoro* (10%), la *Bayerische Vereinsbank* (5%), le Crédit Suisse (5%), la Banque de l'Indochine (3%), la Banque de l'Union parisienne (3%), et le Crédit industriel et commercial (3%).

La filiale congolaise de ce qui était autrefois la Banque nationale pour le commerce et l'industrie a été transformée en Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Congo. Le capital social a été souscrit par la Société financière d'outremer (à raison de 51%), par la Banque nationale elle-même (32,35%) et par des actionnaires privés du Congo.

La filiale du Crédit Lyonnais par contre, est devenue la Banque commerciale congolaise avec un capital social de 180 millions de francs C.F.A. Ce capital a été souscrit par l'Etat congolais (à raison de 43,66%), par la Banque nationale de développement du Congo (7,34%), par le Crédit Lyonnais (34%), par la *Banca Commerciale italiana* (5%), par la *Deutsche Bank* (5%) et par la *Morgan Guaranty International Banking Corporation* (5%).

On trouve en outre au Congo la Banque internationale pour l'Afrique occidentale, c'est un institut de crédit français auquel participe la *First National City Bank*. Cette Banque a son siège à Brazzaville et possède une agence à Pointe Noire.

En 1961 la Banque de développement du Congo a été fondée avec un capital de 462 millions de francs C.F.A. Ont participé à la constitution de ce capital: l'Etat congolais (à raison de 58,4%),

la Caisse centrale de coopération économique (25%), la Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun (8,3%) et des institutions financières privées (8,3%). En ce qui concerne la collecte de l'épargne à l'intérieur du pays, la banque de développement émet des bons d'équipement, ces titres de crédit doivent être souscrits obligatoirement par les banques commerciales à raison de 10% du montant de leurs dépôts. La durée de ces bons est de deux ans, et ils peuvent être escomptés à la Banque centrale 180 jours avant leur échéance. Les interventions de la Banque en matière de crédits ont surtout pour objet le financement d'initiatives dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et du bâtiment. En outre, elle finance les ventes de voitures automobiles et les programmes de réalisation des infrastructures lorsqu'ils sont de nature économique et sociale.

